



CAPD du 24 janvier 2018

Déclaration du SE-UNSA

Monsieur le Directeur Académique,

Pour les personnels de l'Education Nationale, l'année 2018 s'annonce morose : gel du point d'indice, rétablissement du jour de carence et report de l'évolution indiciaire du protocole PPCR sont des signaux négatifs. La médecine du travail est toujours un mirage, alors que les risques psycho-sociaux sont devenus une réalité incontournable. On nous rétorque vacances et garantie de l'emploi. Cette garantie de l'emploi peut devenir un piège, quand des collègues se retrouvent en souffrance, coincés pendant des années dans un département dont ils ne parviennent pas à sortir. Nous touchons ici un des points à l'ordre du jour de cette CAPD.

Conséquence du gel du point d'indice, les promotions d'échelon sont le seul levier pour permettre une augmentation de salaire. Elles sont aussi à l'ordre du jour de cette CAPD. PPCR, Hors Classe, Classe exceptionnelle font partie des chantiers sur lesquels il y a eu des progrès, mais le besoin de reconnaissance est encore prégnant. La réforme de l'évaluation va dans le bon sens, avec la disparition des inspections et de leur logique infantilisante, inéquitable et inefficace. Le SE Unsa sera attentif à ce que les nouveaux rendez-vous de carrière soient réellement des moments d'échange sur les compétences acquises, sur les besoins des personnels et sur les perspectives d'évolution de carrière.

Nous n'évoquerons pas ici nos inquiétudes concernant la carte scolaire, ce n'est pas le lieu. Mais nous déplorons à nouveau le mépris dans lequel sont tenus les directeurs en ce qui la concerne : la remontée des effectifs en novembre est faite en parallèle par les écoles et les mairies. La redescende des décisions générées n'est transmise, elle, qu'aux communes, les directeurs ne sont pas destinataires d'une quelconque information de la DSDEN ou de leur IEN. Quand ils ne sont pas contactés par leur mairie, ils restent dans l'ignorance des projets concernant leur école. On a ainsi pu voir plusieurs collègues informés d'un projet de fermeture par un parent d'élève, simple conseiller municipal prévenu par son maire. Stupeur du directeur... mais aussi du parent, qui ne se pensait pas premier informateur ! Comment les familles, comment les mairies peuvent-elles ensuite considérer les directeurs comme un interlocuteur crédible sur d'autres sujets ? Elles intègrent l'image que leur renvoie l'Education Nationale, et le prennent pour ce qu'il est : un exécutant, ignoré par son administration.

Pour conclure, nous souhaiterions rappeler de nouveau que la réussite des élèves est indissociable du bien être des enseignants. L'enquête du SE Unsa sur les conditions de travail des enseignants a mis en évidence l'épuisement d'un nombre croissant de collègue, lié à la pénibilité d'une exposition au bruit constante, supérieure souvent à ce qui est toléré dans l'industrie et majorée par le nombre trop important d'élèves dans beaucoup de classes, à des équipements mobiliers inadaptés, à la durée du temps de travail hebdomadaire qui ne cesse d'augmenter par l'empilement de tâches. L'école se veut bienveillante pour les élèves, quand le sera-t-elle pour ses personnels ?

Les membres de la CAPD élues du SE Unsa 71